

PETITION AU DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les agents du Trésor Public des Pyrénées Atlantiques et des Landes dénoncent :

- le démantèlement des missions (suppression des fonds particuliers, perte de la CNP, transfert de l'Impôt Société à la DGI, liquidation du Service de la Redevance Audiovisuelle, attaques ciblées sur le recouvrement de l'impôt....), qui n'est qu'un préalable aux restructurations et en aucun cas une réponse aux besoins de service public,
- le démantèlement du réseau (restructurations ou projets de restructurations en milieu urbain ou rural avec l'opacité la plus totale dans la conduite de ces opérations), sans lisibilité sur le devenir du service public,
- la réduction des moyens matériels et humains (suppressions massives d'emplois dans le cadre de l'Outil de Répartition des Emplois, véritable variable d'ajustement de la pénurie), qui est une atteinte irréversible à l'exercice de nos missions de service public,
- la perte constante de leur pouvoir d'achat (5% depuis le 1^{er} janvier 2000) ainsi que la rémunération au mérite (contenue dans la réforme de la notation-évaluation),
- l'absence de véritable dialogue social, tant au niveau directionnel que local.

Sur les bases de ce constat, les agents du Trésor Public des Pyrénées Atlantiques et des Landes revendiquent :

- la défense de toutes les missions assurées par les Services du Trésor,
- le maintien du réseau de proximité des Trésoreries avec à leur tête un cadre A et les moyens en personnel nécessaires à l'exercice normal des missions de service public,
- l'arrêt des suppressions d'emplois et l'abondement des crédits de fonctionnement,
- une mesure immédiate de rattrapage du pouvoir d'achat des salaires et des pensions,
- la transparence et la clarté de la hiérarchie aux niveaux départemental et national envers les agents et les partenaires sociaux.

[illegible]